

Crispations dans l'est de l'UE sur les migrants

En Pologne, Hongrie, République tchèque ou Slovaquie, des dirigeants associent crise migratoire et terrorisme

C'est une petite musique dissonante qui se joue dans plusieurs capitales européennes depuis les attentats de Bruxelles. En janvier 2015, les attaques commises à Paris contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher avaient suscité des réactions d'indignation et d'émotion. Après les attentats de novembre 2015, des formations d'extrême droite, mais aussi le premier ministre hongrois, avaient fait un lien avec la vague migratoire qui touche le continent européen, reprenant des thèses développées de longue date en Russie.

Cette fois, les protestations viennent des plus hautes autorités de différents pays européens, principalement ceux du groupe de Visegrad - Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie -, opposés de longue date au principe d'une politique d'accueil européenne.

Fossé idéologique

Le président tchèque, Miloš Zeman, opposé à l'accueil de réfugiés musulmans, a été le plus explicite. « La menace terroriste est liée à la crise des migrants : tout spécialiste du renseignement vous dira que l'Etat islamique a envoyé des terroristes dans les rangs des réfugiés », a-t-il tranché, alors que les profils des principaux suspects des attentats de Bruxelles correspondent, pour l'heure, à ceux de jeunes Belges issus de l'immigration marocaine.

La première ministre polonaise, Beata Szydło, du parti ultraconservateur Droit et justice (PiS), s'est, elle aussi, engouffrée dans la brèche pour afficher sa ferme opposition à l'accueil de migrants par la

Pologne, allant à l'encontre des engagements de la majorité libérale sortante d'accueillir 7500 personnes. « Vingt-huit Etats membres de l'UE se sont mis d'accord pour résoudre le problème migratoire par la relocalisation des réfugiés. Après ce qui est arrivé hier, je ne vois pas

de possibilité pour qu'à l'heure actuelle des migrants soient accueillis en Pologne », a-t-elle déclaré, mercredi, dans un entretien télévisé.

En Hongrie, le ministre des affaires étrangères, Peter Szijjarto, a affirmé qu'« aucun esprit sain n'en viendrait plus à discuter le fait que l'immigration illégale et incontrôlée a augmenté le risque du terrorisme en Europe ». Le premier ministre, Viktor Orbán, s'est, lui, contenté d'un sobre communiqué de condoléances. Après les attentats du 13 novembre, il avait estimé que « les terroristes sont tous, fondamentalement, des migrants », critiquant le « bla-bla libéral et le multiculturalisme politiquement correct ».

Viktor Orbán, qui, en 2014, semble avoir inspiré son voisin slovaque, le populiste de gauche Robert Fico. Lui aussi opposant fa-

rouche aux « quotas » de réfugiés, le premier ministre slovaque s'est « demandé si les régimes démocratiques qui professent le politiquement correct peuvent réagir à de tels actes. Seuls des gouvernements forts et stables sont capables de réagir de manière adéquate au terrorisme ». Cette position n'est pas exempte d'arrière-pensées purement nationales, à l'heure où le chef du gouvernement, tout nouvellement reconduit, vient de constituer une coalition fragile au Parlement, avec un parti d'extrême droite.

Ces tiraillements vont au-delà de la seule question de l'accueil des réfugiés. Ils mettent au jour le fossé qui sépare des visions de plus en plus irréconciliables du modèle européen. Les critiques de ce modèle multiculturel et d'ouverture s'expriment depuis longtemps



Dans le camp de réfugiés d'Idomeni, en Grèce, mercredi 23 mars. ALEXANDROS AVRAMIDIS/REUTERS

« Tout spécialiste du renseignement vous dira que l'Etat islamique a envoyé des terroristes dans les rangs des réfugiés »

MILOŠ ZEMAN
président tchèque

dans une autre capitale : Moscou. Dès les attentats de janvier à Paris, les responsables politiques russes avaient expliqué, en substance, que la France ne faisait que récolter les fruits d'une immigration musulmane massive. Ce discours, fortement relayé par les médias nationaux, a fait son chemin vers

l'ouest du continent, y trouvant un écho de plus en plus favorable.

Cette fois, les Russes tentent aussi d'utiliser les événements de Bruxelles pour appuyer la stratégie syrienne de Moscou et ses velléités de retrouver, à la faveur de la menace terroriste, sa place dans le concert des nations. Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, a appelé mercredi les Européens à « mettre de côté les jeux géopolitiques (...) pour ne pas permettre aux terroristes de prendre le contrôle de notre continent commun ». La veille, la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova, avait déclaré, dans une allusion évidente à la Syrie : « Nous nous approchons du triste résultat de la politique du double standard. Il ne faut pas diviser les bons terroristes et les mauvais. » ■

BENOÎT VITKINE

Les attentats dans le débat sur le « Brexit »

Au Royaume-Uni, les attentats de Bruxelles s'invitent dans le débat sur le « Brexit », le maintien ou non du pays dans l'Union européenne. Nigel Farage, le chef du parti europhobe UKIP, a accusé les responsables politiques britanniques passés et actuels d'avoir « mis des vies en péril au nom d'une union politique » et de ses règles en matière de liberté de circulation. L'ancien dirigeant conservateur Michael Howard, l'un des chefs de file de la campagne en faveur du oui au référendum du 23 juin, estime que les accords de Schengen et la liberté de circulation constituent un « panneau de bienvenue » à destination des terroristes. Le premier ministre, David Cameron, a rétorqué qu'il n'était « pas convenable aujourd'hui de faire ce genre de remarque ».